



Predappio, le musée qui divise l'Italie

Pour contrer la charge nostalgique de ce haut lieu de la mémoire mussolinienne, le maire centre gauche de Predappio propose d'ouvrir un musée du fascisme. Un projet qui ne fait pas l'unanimité.

Par Marie-Anne Matard-Bonucci*

Nostalgiques

Le 28 avril 2012, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du Duce, des militants néofascistes se réunissaient à Predappio devant le cimetière San Cassiano, où se trouve la crypte familiale.

Depuis quelques mois, un débat houleux secoue le monde des historiens italiens. L'objet de la querelle est le projet de création d'un musée du fascisme à Predappio. Pour quelques-uns, les moins nombreux, son principe même est inacceptable. Seul un musée du xx^e siècle situé à Rome ou à Milan serait susceptible d'aborder la période délicate de l'entre-deux-guerres. En effet, pour la plupart des opposants

au projet, la pomme de discorde réside surtout dans le choix de Predappio, petite ville de 6 500 habitants d'Émilie-Romagne, qui eut le triste privilège de voir naître, le 29 juillet 1883, Benito Mussolini et d'accueillir, en 1957, sa sépulture¹. Pour conjurer cette double malédiction et cesser de porter honteusement les stigmates de l'histoire, le maire de centre gauche (PD) Giorgio Frassinetti a décidé de transformer Predappio : de lieu de mémoire

en centre d'histoire et de lieu de culte en centre de culture.

De fait, depuis la fin de la guerre, nostalgiques du régime, militants néofascistes, crânes rasés et nationalistes de tout poil se retrouvent régulièrement dans la cité romagnole. Pour ces pèlerins en chemise noire, Predappio mérite effectivement la visite : de la maison natale du dictateur à sa dernière demeure, véritable mausolée placé dans l'imposante crypte familiale, en passant par la forteresse de

Rocca delle Caminate, ruine médiévale transformée dès 1928 en résidence d'été du nouveau maître de l'Italie. Trois magasins, enfin, dans la rue principale, offrent une large gamme de tee-shirts à l'effigie du Duce et customisés d'aigles et de louves, de faisceaux et de svastikas ainsi que tout un éventail de publications fascistes et négationnistes.

Pour certains, le danger principal de l'installation d'un musée dans la « *Bethléem laïque du fascisme* », suivant l'expression des années 1930, vient précisément de ces marchands du temple et de leur nauséuse camelote (que l'on trouve sans difficulté ailleurs en Italie, ou même sur Internet). D'aucuns préféreraient que le projet se limite à un « *centre de documentation* ». L'historien Carlo Ginzburg dénonce quant à lui une opération politicienne téléguidée par Matteo Renzi. Comme d'autres, il exprime sa crainte que le choix de Predappio ne réduise la compréhension du fascisme à la seule politique portée par Mussolini. Pour Enzo Collotti, spécialiste de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et du nazisme, à la différence de l'Allemagne qui a ouvert un musée du National-Socialisme à Munich, l'Italie n'a pas encore soldé les comptes avec son passé. Pour d'autres encore, la présence de la tombe du dictateur condamnerait par avance toute opération de « neutralisation » du lieu. Ainsi, selon Simon Levis Sullam, l'un des chefs de file des opposants au projet, « *il est très difficile, sinon impossible, de déconstruire ou de neutraliser un espace devenu, aux yeux des fascistes, néofascistes et nostalgiques, un lieu sacré* ».

Les mânes du fascisme ne hantent pas seulement les lieux habités jadis, ou pour l'éternité, par Mussolini. Chaque mur de

Predappio en parle avec d'autant plus d'éloquence que la ville doit son existence au régime. Pour rapprocher de la modeste maison natale du Duce le centre de gravité du bourg rural, on fit surgir, à proximité et dès les années 1920, une ville nouvelle. Quelques-uns des meilleurs architectes de l'époque furent mis à contribution. Predappio et sa voisine Forlì devinrent de véritables vitrines d'un « *fascisme de pierre* »². Encouragé par le parti et les organisations du régime, un tourisme politique de masse provoqua l'afflux de visiteurs (jusqu'à 15 000 par jour en 1938), tandis qu'une émigration régionale et nationale était soigneusement dirigée vers la cité romagnole³.

Des années de réflexion

Du côté des partisans du musée, on souligne plutôt le manque d'information, la faiblesse de certaines critiques et la difficulté de penser un musée autrement que comme un lieu de célébration. Citant en exemple Auschwitz, l'historien Sergio Luzzatto remarque, à juste titre, que l'implantation de musées d'histoire *in loco* a déjà fait ses preuves⁴. Répliquant aux soupçons d'instrumentalisation politique, les instigateurs du projet font observer que celui-ci arrive après des années de réflexion et une série d'initiatives de préfiguration comme « Atrium », projet consacré aux architectures des régimes totalitaires, ou comme le Festival européen de l'histoire du xx^e siècle à Forlì. L'historien Marcello Flores, coordinateur du projet, rappelle en outre qu'il a obtenu le soutien des Instituts d'histoire de la Libération et de la Résistance, chargés de la phase préparatoire. Et on ne peut que partager l'idée suivant laquelle « *un musée*



Héritage Dès les années 1920, la maison natale de Mussolini devient un lieu de pèlerinage. Aujourd'hui elle abrite des expositions temporaires sur l'histoire du xx^e siècle.

d'histoire ne peut être un "tribunal de l'histoire" qui condamne et absout, qui émet des jugements positifs et négatifs à caractère politique et moral. Il doit, au contraire, aider à comprendre pourquoi les choses en sont arrivées là ».

Comprendre, tel est bien, n'en déplaît à certains politiques, le propos des sciences sociales et de l'histoire. S'agissant du fascisme, Predappio constitue une opportunité extraordinaire, un musée à ciel ouvert. En parcourant la ville, il est facile d'illustrer la mégalomanie du régime, la démesure des constructions fascistes sans rapport avec les conditions de vie des habitants, sa volonté d'inventer une nouvelle religion politique, son immobilisme économique et social, son caractère répressif, l'encadrement de la culture et les compromis entre tradition et modernité dont atteste l'architecture.

A-t-on raison de craindre que la tombe du Duce ou les boutiques néofascistes puissent avoir une influence délétère sur les jeunes générations ? On peut espérer que la commune obtiendra finalement, après des années de demandes ▶▶▶

Notes

1. Après l'exécution du 28 avril 1945, la dépouille de Mussolini est transportée à Milan pour être enterrée dans une tombe anonyme, avant d'être dérobée, retrouvée, et cachée par les Franciscains dans un couvent milanais, jusqu'en 1957.

2. Cf. E. Gentile, *Fascismo di pietra*, Rome-Bari, Laterza, 2007.

3. Sur le culte de Predappio : P. Dogliani, *Il fascismo degli italiani. Una storia sociale*, Turin, UTET, 2008.

4. S. Luzzatto, *Le Corps du Duce. Essai sur la sortie du fascisme*, Gallimard, 2014.

Citant Auschwitz, l'historien Sergio Luzzatto remarque, à juste titre, que l'implantation de musées d'histoire *in loco* a déjà fait ses preuves



Casa del Fascio

C'est l'ancien siège régional du Parti fasciste qui devrait abriter le nouveau musée.

►►► réitérées, l'interdiction des commerces où se pratique, en violation même de la Constitution, l'apologie du fascisme. Quant au poids symbolique des lieux, il y a fort à parier que l'opération de muséification scientifique contribuera à lui enlever l'attrait quelque peu sulfureux qu'il pourrait exercer sur de nouvelles générations.

Enfin, comment expliquer les accents parfois virulents de la polémique ? Précisons que les clivages ne recouvrent aucune ligne de fracture politique et que l'on trouve, de part et d'autre, des historiens dont la légitimité scientifique est incontestable. Somme toute, ils nous rappellent que le fascisme n'est pas encore un objet « refroidi » en Italie, en dépit des 70 années qui nous séparent de la Libération. L'histoire individuelle et familiale des protagonistes explique aussi, en partie, des différences de sensibilité face au passé. Certaines logiques générationnelles et académiques sont aussi probablement à l'œuvre.

Les fractures mémorielles sont-elles plus accentuées dans la péninsule qu'ailleurs ? L'historiographie du fascisme n'a en tout cas rien à envier, en matière d'approfondissement

scientifique et critique, à celle du régime de Vichy ou du national-socialisme. A l'heure où, en Europe, des menaces pèsent sur les démocraties, il pourrait être bon de rappeler que l'histoire du fascisme ne concerne pas seulement l'Italie même si elle en fut, effectivement, le berceau. Pourquoi donc ne pas élargir le projet à une échelle européenne, sans pour autant banaliser le fascisme italien ou en atténuer les spécificités ? Un tel désenclavement permettrait peut-être une mise à distance des enjeux italo-italiens tout en contribuant à l'élaboration d'un savoir partagé, moyennant l'exploration de la part d'ombre des États-nations au xx^e siècle. ■

* Professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-VIII, membre de l'IUF

La saison des concours

Les professeurs d'histoire et de géographie ne sont pas que des éducateurs. Les questions aux concours de recrutement veillent aussi à leur formation dans leurs disciplines, en lien direct avec la recherche.

Par Vincent Duclert



L'AUTEUR
Historien spécialiste de la III^e République, Vincent Duclert est aussi inspecteur général et président du jury du Capes et du Cafep-Capes externe d'histoire-géographie.

Depuis la session 2015, les questions de programme des agrégations, interne et externe, et du Capes-Cafep externe sont à nouveau communes. Cela suppose une coordination entre directoires de concours et la constitution d'une équipe chargée de rédiger la lettre de cadrage qui accompagne chaque sujet. Les questions sont ensuite proposées au ministère de l'Éducation nationale et à sa direction responsable des concours du second degré, qui donnent leur

accord avant publication sur les sites officiels¹.

Le choix de fond tient compte des grandes distinctions en vigueur (les périodes en histoire, la bipartition géographique thématique/ géographie des territoires), des avancées de la recherche, enfin des programmes de l'enseignement secondaire pour lequel les futurs professeurs sont recrutés nationalement.

L'important, c'est la cohérence intellectuelle des questions, leur inscription dans des savoirs historiques et géographiques

larges, leur capacité à faire réfléchir les candidats sur les grands enjeux du monde passé et présent, autant de conditions nécessaires pour leur bonne transmission à des élèves (ou à des étudiants pour les professeurs enseignant comme PRAG et PRCE dans les premiers cycles universitaires). Notre mission est de recruter des professeurs qui soient des intellectuels et des intelligences, portant la refondation pédagogique de l'école inscrite dans la loi de 2013, imaginant l'école de demain, c'est-à-dire les sociétés futures.